



Turquie et Croatie, 30 années d'amitié

Derya Adıgüzel > P. 2

Les chefs de Saint-Joseph (3)

Eren Paykal > P. 7



Le ministère de la Jeunesse et des Sports : une importance cruciale dans le développement turc

Elias Hebbar > P. 8



Aujourd'hui la Turquie



N° ISSN : 1305-6476

Istanbul - Paris - Ankara - Genève - Izmir - Bruxelles - Bodrum - Montréal



« Les saveurs d'Istanbul » : Merin Sever retrace les saveurs qui ont influencé Istanbul

Dr. Mireille Sadège > P. 6

12 TL - 6 euros

www.aujourdhuiturquie.com

Le Journal francophone de la Turquie numéro 204, Mars 2022

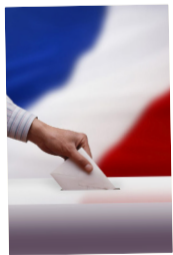
Vers l'élection



Quand j'ai voulu être candidat en 2017, j'ai réalisé que le plus gros obstacle devant moi était les cinq cents signatures. Ainsi, j'ai bien compris que la classe dirigeante pouvait choisir les candidats à la présidentielle avant même l'élection.

Dans les années 1980, avec l'approfondissement des contradictions de la société, les mouvements d'extrême droite ont commencé à se regrouper autour d'un parti. Le parti d'extrême droite a contribué à la liquidation du parti communiste, rendant ainsi service au pouvoir. Après tout, l'objectif principal était la suppression de l'organisation politique de la classe ouvrière alors que les médias qualifiaient les opinions du parti communiste d'« extrêmes ».

Le développement de la technologie, l'impuissance du Parti communiste français à se redéfinir tant sur le plan administratif qu'idéologique, la mort d'un leader et orateur comme George Marchais et l'incapacité du parti à se réorganiser ont entraîné son affaiblissement historique. Désormais, outre la propagande médiatique, c'est la condition des cinq cents signatures avant les élections qui guide l'opinion publique malgré que celle-ci se soit forgée bien avant.¹ Ainsi, il est assuré à au moins un candidat socialiste ou à un candidat de la droite « traditionnelle » d'arriver au second tour pour se confronter à un candidat d'extrême droite. Dès lors, le choix entre un parti dit « traditionnel » et un parti d'extrême droite est laissé au



peuple qui était jusque-là majoritairement contre l'extrême droite. Le système politique semble alors se rapprocher plus facilement d'une sorte de « bipartisme » ou d'« alternance » du pouvoir, un système étrange qui est resté sans nom, mais qui commence à apparaître dans la vie politique française. Pourtant, la plupart du temps avec ce système, l'élection se joue en un seul tour, comme en 2017.

> P. 5

Osman Tanburacı et les difficultés du football en Turquie (2)



Né en 1947 à Istanbul, Osman Tanburacı est un journaliste sportif spécialiste de Galatasaray SC, sur lequel il a sorti une série de livres retraçant l'histoire de l'institution de 1481 à 2016. Ayant lui-même été étudiant au lycée Galatasaray, il est fortement attaché à ce que représente le club issu de l'établissement où il a appris le français. Il est notamment connu pour tenir les critiques les plus sévères envers Fatih Terim, qui fut pourtant le coach le plus emblématique de l'équipe et qui a fortement influencé le monde du ballon rond en Turquie. Dressant un constat plutôt terne de l'état du football dans le pays, M. Tanburacı nous expose ici ce qui constitue selon lui les plus grands obstacles à une renaissance de la discipline sportive en Turquie, obstacles qui ne seraient pas uniquement liés au sport, mais à la société turque dans son ensemble.

Impatience et manque de vision

Le fait de négliger la jeunesse est l'obstacle majeur à la transformation et au renouvellement des disciplines sportives en Turquie. La formation est laissée de côté en Turquie, l'idée étant que le jeu turc se fait avec le cœur et non avec la tête.

« Nous avons un potentiel footballistique qui pourrait rivaliser avec le Brésil », estime pourtant M. Tanburacı qui souligne que « nous le gâchons, nous ne l'exploitons pas. Et pas seulement dans le football. La situation est la même dans d'autres sports. Nous avons de nombreux talents, mais rien pour les former ». Cette

réflexion s'applique là encore au reste de la société : « Nous avons 15 millions de jeunes, c'est un potentiel énorme, mais comme pour les autres métiers, ceux qui reçoivent une bonne formation la reçoivent à l'étranger, et y restent ». La fuite des cerveaux s'accompagnerait donc de la fuite des jambes.

Néanmoins, là encore, les joueurs ont du mal à s'habituer à l'étranger. Sans formation, les étoiles montantes turques ne peuvent pas éclore. Les jeunes sportifs arrivent sans rien savoir, et l'on ne veut pas s'en encombrer.

> P. 10

Il était une fois... le Tur Abdin, d'après le récit de Philoxenos Yuhanon Dolabani (1)

> P. 9



Retour sur...

Le « convoi de la liberté » et ses retombées, Elias Hebbar, P. 4

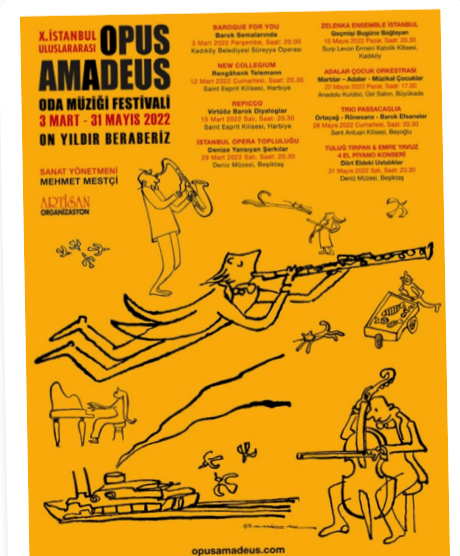
Sexisme dans la vie politique française : des montagnes à déplacer, Caroline Deschamps, P. 4

La mosquée Şakirin, signée Zeynep Fadilloğlu, Isis Marvyle, P. 9



Lancement de la cinquième édition du Concours International de Piano - Istanbul Orchestra'sion > P. 11

Opus Amadeus



opusamadeus.com



Dr. Olivier Buirette

Les accords de Dayton signés le 14 décembre 1995 ont mis un terme

à la première phase de la guerre de dissolution de la Yougoslavie qui avait commencé quatre ans plus tôt, en 1991. Ces accords instituaient une structure politique complexe de gestion de la Bosnie-Herzégovine qui était l'un des États les plus symboliques de l'ancien « vivre ensemble » de la Yougoslavie titiste et un véritable laboratoire du projet de création d'une identité multiple yougoslave en mêlant les trois religions présentes (orthodoxe, catholique et musulmane) et les trois peuples (croate, serbe et bosniaque) qui s'étaient disputé cet État pendant quatre ans. L'Histoire en aura entre autres retenu le long siège de la capitale bosniaque, Sarajevo. Un siège qui a duré près de trois ans et qui a fait plus de 12 000 morts, civils et militaires confondus. Nous approchons donc du 30^e anniversaire de ces accords qui régissent toujours un équilibre fragile entre les communautés qui vivent en Bosnie-Herzégovine.

Le dernier élargissement concernant les « Balkans de l'Ouest » concerna la Croatie, qui adhéra à l'UE en 2013. Depuis cette date, de nombreuses crises — qu'elles soient financières et économiques ou,

Une nouvelle crise internationale en Bosnie-Herzégovine ?

plus grave encore, migratoires et sanitaires — ont paralysé le mécanisme des élargissements européens. Ce blocage a renvoyé une éventuelle reprise de ce processus à très loin, et ce même si un souhait réel d'ouverture émerge dans les intentions de la Présidence française de l'Union européenne (PFUE) qui vient de commencer.

Il en résulte pour cette région, et nous l'avons souvent écrit dans ces colonnes, une forme d'abandon qui provoque depuis quelque temps plusieurs problèmes et initiatives parfois unilatérales. On note ainsi l'émergence de nouveaux leaders forts dans la région à l'instar d'Eddie Rama en Albanie, d'Alexandre Vujic en Serbie, ou encore d'Albin Kurti au Kosovo. On peut citer aussi, en raison de l'absence de perspective d'élargissement, la mise en place de cette union douanière originale appelée « mini Schengen balkanique » qui a été lancée durant l'automne 2021 entre la Macédoine du Nord, la Serbie et l'Albanie.

À présent, c'est le fragile équilibre de la Bosnie-Herzégovine qui est menacé puisque s'opposent l'entité bosniaque musulmane et la République serbe de Bosnie (Republika Srpska), principa-

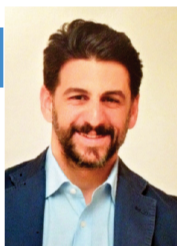
lement orthodoxe et encouragée par la Serbie d'Alexandre Vujic, elle-même soutenue par la Russie de Vladimir Poutine. Nous faisons donc face à un nouveau problème aux conséquences difficilement calculables. En effet, en octobre 2021, Milorad Dodik (membre du parti ultra nationaliste SNSD), l'un des représentants serbes de la présidence collégiale de la Bosnie-Herzégovine, a annoncé pour juin 2022 un plan menant tout droit à une possible sécession de la Republika Srpska, l'une des composantes de cette fragile république à l'équilibre fort instable depuis les accords de Dayton. Si ce projet, qui est déjà soutenu par les États européens que sont la Serbie voisine et la Hongrie, va à son terme, les tensions ne pourraient que réapparaître dans l'ex-Yougoslavie, car cela permettrait à cette République serbe de Bosnie de proclamer son rattachement à la Serbie. Il faut ajouter à cela le fait que, du côté de Zagreb, des plans similaires existent pour rattacher la partie croate de la Bosnie-Herzégovine à la Croatie. Cette initiative est cette fois portée par le représentant croate Dragan Covic. Si les choses continuent à évoluer de cette manière, nous risquons de nous retrou-



ver dans la situation qui a précédé les accords de Dayton, à savoir la reprise d'une guerre régionale qui écartèlerait la Bosnie-Herzégovine entre la Croatie et la Serbie, mais aussi avec, au centre, une entité bosniaque musulmane autour de Sarajevo.

Cette nouvelle alerte n'est sans doute pas à prendre à la légère d'autant plus que, cette fois-ci, deux États membres de l'UE, la Croatie et la Hongrie, seraient parties prenantes dans ces séparatismes, tandis que la Serbie, à la faveur de la politique fort habile de son président Alexandre Vujic, ménage sa future adhésion à Bruxelles tout en entretenant le soutien de Moscou dans cette crise qui s'annonce. En outre, le changement de ton de Vladimir Poutine depuis janvier dernier dans le contexte de la crise ukrainienne pourrait faire craindre le pire.

À n'en pas douter, la PFUE va avoir son rôle à jouer. Reste à savoir quel sera ce rôle alors que la campagne présidentielle va entrer en France dans sa phase active.



Derya Adigüzel

Après la reconnaissance de la République de Croatie par la Communauté européenne puis par de nombreux autres États le 15 janvier 1992, la République de Turquie a également reconnu la Croatie comme pays indépendant et souverain le 6 février 1992. Les relations diplomatiques entre les deux pays sont établies quelques mois plus tard, le 26 août de la même année.

A l'occasion des célébrations entourant les trente années de relations bilatérales turco-croates, la Consule générale de la République de Croatie à Istanbul, la Dre Ivana Zerec, qui est une bonne amie, a organisé une élégante réception à laquelle j'étais présent, à l'hôtel Esplanade de Zagreb et au Pera Palace Hotel, l'un des hôtels historiques d'Istanbul, situé sur la route de l'Orient-Express. Parmi les nombreux invités, il y avait des représentants du monde de la culture, du sport, des sciences et des médias ainsi que des représentants des gouvernements locaux, des membres des services diplomatiques et d'autres responsables. Des hommes d'affaires tels que Mustafa Süzer, Demet Sabancı et Ebru Sanver,

Turquie et Croatie, 30 années d'amitié

des propriétaires de grands groupes turcs et des investisseurs en Croatie étaient également présents à l'événement. Aux côtés de Mme la Consule générale se trouvaient le patriarche œcuménique du patriarcat orthodoxe d'Istanbul, Bartholomée I^{er}, l'ancien ministre turc des Affaires étrangères Hikmet Çetin, Nihan Demirel Atasagun, le neveu de l'ancien président turc Süleyman Demirel, et le vice-gouverneur d'Istanbul Özlem Bozkurt Gevrek qui ont également prononcé des discours.

Dans son allocution, la Consule générale a souligné l'importance de la reconnaissance de la Croatie par la Turquie et le développement depuis trente ans de la coopération dans des domaines tels que

l'économie, le tourisme et l'éducation. La Dre Zerec a également rappelé qu'un potentiel économique considérable existera après l'entrée de la Croatie dans l'espace Schengen et dans la zone euro. Le patriarche Bartholomée, qui a envoyé un message de paix, a appelé à la solidarité : « *Toutes les institutions, les religions, les personnes bien intentionnées et en particulier les jeunes générations portent la responsabilité de la construction de la liberté, des droits de l'homme, de la dignité, de la société et d'une culture de solidarité.* »

Le pont Fatih Sultan Mehmet, qui relie la rive européenne à la rive asiatique d'Istanbul, s'est drapé des couleurs du drapeau croate tout au long de la nuit. C'est au sein de la municipalité de Beyoğlu, où se trouvait autrefois le consulat historique de la République de Dubrovnik (Ragusa), que se situe aujourd'hui le consulat général d'Istanbul de la République de Croatie. Signe de la qualité et de la profondeur des relations entre les deux pays, de grands panneaux affichant les drapeaux des deux



pays ont été placés dans les rues en l'honneur de cet anniversaire avec l'autorisation de la municipalité de Beyoğlu. Les événements qui se sont déroulés parallèlement au cours de la journée ont été couverts par les principaux médias turcs tandis que la nouvelle, accompagnée de photographies, a été reliée par les principaux journaux imprimés du pays. L'éclairage du pont et la réception donnée par la Consule ont été au cœur des actualités de la HTR (radiotélévision croate) et de la NTV turque. Un entretien avec la Consule générale a également été publié dans le magazine « Glas Koncila ». Ces importantes célébrations se sont poursuivies le lendemain avec la première projection du documentaire « Croates dans le Bosphore » à Istanbul. Le film, produit par HTR, est dirigé par Srđan Segarić et écrit par le Pr Vjeran Kursar et le Pr Vesna Miović. Le Consulat général de la République de Croatie à Istanbul organise également des cours de croate qui suscitent un grand intérêt à l'occasion de cet important anniversaire. Grâce aux efforts de la Dre Ivana Zerec, on ne peut que ressentir le fait que les relations entre nos deux pays vont se renforcer.

Aujourd'hui
la Turquie



Édité et Distribué en France par Les Editions CVMag, 37 rue d'Hauteville 75010 Paris-France, Tel: 01 42 29 78 03 • Directeur de la publication : Hugues Richard • Rédacteur : Daniel Latif • Commission paritaire : 0723 | 89645 • www.aujourdhuilaturquie.com • alaturquie@gmail.com • Editeur en Europe : Les Editions CVMag • No ISSN : 1305-6476 • Les opinions exprimées dans les articles de notre journal n'engagent que leurs auteurs. Edition Turquie : Bizimavrupa Yay. Hiz. Ltd. Kadıköy, Moda Cad. 59 İstanbul • Tél. 0 216 550 22 50 • Genel Yayın Yönetmeni: Hossein Latif Dizadji • Sorumlu Yazışmaları Müdürü : Ahmet Altunbaş • Comité de rédaction / Yayın Kurulu : Hüseyin Latif (Président), Mireille Sadège, Haydar Çakmak, Yann de Lansalut, Ali Türek, Aramis Kalay, Berk Mansur Delipinar, Celal Biyıklıoğlu, Daniel Latif, Derya Adigüzel, Doğan Sumar, Eren Paykal, Ersin Uçkardeş, Ezgi Biçer, Hugues Richard, İnci Kara, Kasım Zoto, Kenan Avci, Kemal Belgin, Mehmet Erbak, Merve Şahin, Nami Başer, Nolwenn Allano, Onursal Özatacan, Richard Özatacan, Sinem Çakmak, Sühendan İlal, Sırma Parman, Camille Saulas, Nedim Gürsel, Zeynep Kürşat Alumur, Sati Karagöz, Bilge Demirkazan, Selçuk Önder, Meliha Serbes, Hacer Tan • Correspondant d'Izmir : Muzaffer Ayhan Kara • Publicité et la communication: Bizimavrupa / CVMag • Conception : Ersin Uçkardeş, Merve Şahin • Imprimé par Yıkılmazlar Basın Yayın Ltd. Şti. Evren Mah. Gülbahar Cad. No: 62/C Güneşli • Distribution : NMPP • Tous droits réservés. Aujourd'hui la Turquie est une marque déposée • ALT - Okur ve Yazar Temsilcileri Konseyi (CORELE): Kemal Belgin, Celal Biyıklıoğlu (Président), Erkan Oyal, Merve Şahin.

Bulletin d'abonnement

12 numéros 85 €

altinfos@gmail.com

La Primaire populaire, une leçon sur les divisions

Elle avait été mise en place en mars 2021 à l'initiative de nombreux acteurs de la société civile de gauche afin de trouver une candidature commune à un électoralat divisé et menacé par une montée de la droite dans les sondages. Après un vote par jugement majoritaire, la Primaire populaire a désigné par les voix d'un peu moins de 400 000 votants Christiane Taubira pour représenter la gauche lors de l'élection présidentielle française d'avril prochain. Mais comme le faible nombre de votants pouvait le laisser entrevoir, la légitimité de la Primaire populaire est peu reconnue, tandis que son issue est loin d'être décisive pour la gauche et serait même contre-productive.

Candidat	TB	B	AB	P	I	Graphe	Mention
Christiane Taubira (DVG)	49,41	18,01	11,68	7,91	12,99		Bien +
Yannick Jadot (EÉLV)	21,57	23,11	20,57	15,54	19,21		Assez bien +
Jean-Luc Mélenchon (LFI)	20,49	15,33	16,73	18,29	29,16		Assez bien -
Pierre Larrourou (ND)	13,37	14,53	19,42	18,11	34,58		Passable +
Anne Hidalgo (PS)	6,33	13,35	20,70	23,80	35,81		Passable +
Charlotte Marchandise (DVG)	3,41	8,93	19,59	21,87	46,20		Passable -
Anna Agueb-Porterie (DVG)	2,86	7,34	18,19	21,05	50,56		Insuffisant

Commençons par observer les conditions de la mise en place de ladite Primaire populaire. Elle part du constat établi d'une multiplication des candidatures à gauche, résultat de nuances trop importantes entre les différentes visions ou d'un certain orgueil de candidats préférant un succès d'estime personnel à un succès tout court de leur formation politique. Parmi ces derniers, Yannick Jadot, Jean-Luc Mélenchon et Anne Hidalgo. Bien qu'ayant rejeté l'idée d'une candidature unique à l'image du communiste Fabien Roussel, ils ont cependant été inscrits à la Primaire contre leur gré. Malgré cela, MM. Jadot et Mélenchon ont réussi à occuper les deuxième et troisième places du podium, alors que la

maire de Paris, Anne Hidalgo, finissait cinquième sur sept candidats, derrière Pierre Larrourou et devant Anne Marchandise et Anna Agueb-Porterie.

Mais peu importe leur score, aucun des trois candidats inscrits contre leur gré n'a reconnu le résultat. Après la conclusion du vote le 30 janvier, la gauche a finalement élagué très peu. Anna Agueb-Porterie n'a pas non plus reconnu le résultat et a annoncé son soutien à Jean-Luc Mélenchon, ce qui ne laisse finalement que Pierre Larrourou, Anne Marchandise et Christiane Taubira ayant réellement joué le jeu jusqu'au bout. On peut également mentionner qu'Arnaud Montebourg, qui était l'un des plus ardents

défenseurs d'une candidature unique, a tout simplement abandonné la campagne sans annoncer son soutien à qui que ce soit. Selon un sondage IFOP, le « candidat unique » ainsi désigné, Christiane Taubira, ne réunirait donc aujourd'hui que 4 % des voix, ce qui, on le remarquera, reste tout de même plus qu'Anne Hidalgo.

Faut-il cependant réellement jeter la pierre à ceux qui ont choisi de ne pas reconnaître cette Primaire comme légitime ? Pas vraiment, car on peut finalement reprocher beaucoup de choses à cette Primaire « populaire ». En effet, le collectif « 2022 ou jamais », consortium de mouvements et associations organisant la Primaire, est fortement soupçonné d'avoir organisé une vaste mascarade ayant pour but de couronner Christiane Taubira et de discréditer les autres candidats de gauche. Joue en ce sens, une vidéo révélée par le *Canard Enchaîné* figurant le porte-parole de la campagne, Samuel Grzybowski, déclarant vouloir faire baisser les cotes de popularité de MM. Jadot et Mélenchon, appeler les élus à bloquer leurs parrainages, en somme à

miner — voire entraver — leur candidature au profit de Christiane Taubira.

Les illusions d'une volonté candide de désigner démocratiquement un candidat commun s'évaporent alors assez rapidement. Jean-Luc Mélenchon a par ailleurs déclaré à ce propos que Christiane Taubira, en remportant la Primaire populaire, avait simplement « *enfilé la chausure qu'on lui avait préparée* ». Ensuite, parmi le peu d'inscrits et de votants de la Primaire, assez peu sont réellement « populaires » : la majorité est issue de la classe moyenne aisée, voire bourgeoise, ce qui achève de miner la prétendue représentativité du vote.

Enfin, et c'est la critique qui revient le plus souvent, en voulant adouber une nouvelle candidature comme légitime, les votes ne peuvent que se retrouver davantage partagés. Quand on sait que la gauche peine à cumuler 25 % d'intentions de vote toutes candidatures confondues, on ne peut qu'achever d'être découragé par autant de divisions pour si peu de miettes.

* Elias Hebbar

Christiane Taubira, une fausse opportunité pour la gauche

Attendue par certains comme celle qui sauverait la gauche en 2022, Christiane Taubira a remporté la Primaire populaire le 30 janvier. Celle qui n'a de cesse de déclarer vouloir rassembler la gauche est appréciée par une frange socialiste-libérale, qui apprécie sa longue expérience politique et son éloquence. Du fait d'un statut relativement iconique, le nom de Taubira a cependant tendance à éclipser son programme et ses idées. En se départant de son nom pour se concentrer sur sa personne, il convient de relativiser la pertinence de sa candidature pour la gauche.

Née en 1952 à Cayenne en Guyane, C. Taubira est issue d'une famille très modeste. Après des études d'économie et de sociologie à Paris, elle occupe divers postes de professeur d'économie puis de directrice de nombreux instituts en Guyane jusqu'à son élection en tant que députée en 1993. Son premier contact avec le monde politique a lieu par l'intermédiaire de son mari Roland Delannon au sein du parti indépendantiste guyanais MOGUYDE ; ce qui est loin d'être anecdotique puisque, de 1978 à leur séparation en 1998, il sera à ses côtés dans toutes ses entreprises politiques, principalement au sein du parti guyanais Walwari qu'ils cofondent en 1992.

Alors qu'elle prétend aujourd'hui vouloir diriger l'État français dans son intégralité, on constate que, jusque dans les années 1990, les convictions et la vie de C. Taubira étaient exclusivement centrées autour de la Guyane et de son indépendantisme/particularisme. Elle s'est déclarée opposée au vote électoral légitimant selon elle la tutelle coloniale jusqu'à sa propre candidature

législative en 1992, et déclarait encore en 2011 avoir gardé sa mentalité indépendantiste, bien qu'elle en ait abandonné l'action.

Ce n'est que lors des élections législatives de 1992 que sa vision politique se décroïssonne progressivement, sortant du seul paradigme guyanais pour prendre une forme plus large. Considérant — plus à tort qu'à raison — que la gauche, par essence, « n'est pas coloniale », elle rejoint le groupe socialiste de l'Assemblée nationale regroupé autour du PS dès 1997. Elle devient également membre du PRG/MRG (radical, gauche) entre 2002 et 2007. Enfin, elle est nommée garde des Sceaux par François Hollande en 2012, une fonction où elle ne s'est illustrée que de façon symbolique — principalement par l'adoption du mariage pour les couples homosexuels — alors qu'elle a échoué à apporter des solutions concrètes aux

problèmes de son ministère, comme celui de la surpopulation carcérale.

Malgré son placement officiel à gauche, ses accointances concernent presque uniquement le volet sociétal, et sont

toujours très liées à ses sensibilités personnelles. En atteste la loi de 2001 qui porte son nom, qualifiant la traite négrière et l'esclavage transatlantiques de crimes contre l'humanité. Sur le reste, son positionnement à gauche est discutable. Elle vote en faveur de l'investiture du gouvernement Balladur en 1993 et se présente aux élections européennes auprès de Bernard Tapie en 1994. Quand elle se présente à l'élection présidentielle de 2002, ses propositions économiques portent sur la baisse de l'imposition des ménages aux revenus les plus élevés ou encore sur la suppression des cotisations pour l'assurance-maladie.

Cette élection passée est peut-être le meilleur moyen d'illustrer comment C. Taubira est plus en mesure de desservir la gauche que de l'unir. En effet, les 2,32 % des voix qu'elle obtint furent responsables de la défaite du grand favori Lionel Jospin lors du premier tour, permettant à Jean-Marie Le Pen d'accéder au second tour et à Jacques Chirac de briguer un second mandat. Elle n'exprime cependant aucun regret face à ce « sabotage », et semble d'ailleurs bien décidée à réitérer l'opération en 2022.

L'expérience politique de C. Taubira a beau être longue, elle est difficile à catégoriser. La plupart des décisions politiques et prises de position de C. Taubira relèvent de sensibilités personnelles, ce



qui la qualifierait plus en tant qu'acteur de la société civile qu'en tant que politique devant *de facto* présenter une ligne d'action correspondant à une logique extrapersonnelle. On comprendra alors plus facilement pourquoi C. Taubira est plus populaire pour sa personne que pour un éventuel programme : elle est incapable d'incarner un mouvement précis ou une logique de parti.

Si l'issue de la Primaire populaire est une fausse opportunité pour la gauche, elle est certainement l'occasion pour C. Taubira d'apprendre à s'effacer réellement derrière un programme qui ne tournera pas seulement autour de ses convictions, sachant qu'il est issu du « socle commun » reprenant des propositions de divers candidats à la Primaire. Réussira-t-elle à y croire elle-même, avant de convaincre l'électorat ?

* Elias Hebbar

Le « convoi de la liberté » et ses retombées

Le 16 février, Justin Trudeau annonçait l'activation de la loi sur les mesures d'urgence pour mettre fin aux blocages du « convoi de la liberté » qui sévit à Ottawa depuis le 22 janvier avant de faire tache d'huile dans le reste du pays. Initialement porté par les routiers du pays, opposés à l'obligation vaccinale imposée récemment aux camionneurs qui traversent la frontière entre le Canada et les États-Unis, le mouvement a cependant pris une plus grande ampleur en étant rejoint par divers opposants au gouvernement Trudeau, adoptant un aspect hétéroclite rassemblant des courants variés. Il a par ailleurs inspiré des mouvements similaires en dehors du pays, et notamment en France.

Le Canada est connu pour sa politique vaccinale radicale : ce qu'on désigne sous le nom de « vaccine mandates » requiert une mise en place d'un protocole de vaccination pour la quasi-intégralité du personnel travaillant dans les transports au niveau fédéral. La population est-elle même en grande majorité favorable au vaccin, 83 % de la population au-dessus de 5 ans ayant déjà reçu au moins une dose. Même parmi les routiers, 85 % seraient complètement vaccinés et n'auraient, à priori, pas de raison de protester.

Pourtant, un tiers de la population soutiendrait les « truckers » et le blocage qu'ils entreprennent des axes importants de circulation. Car l'affaire est loin de se résumer à une énième discorde sur les mesures vaccinales. Tout d'abord, comme cela a été vu en France, on dénonce le côté liberticide des mesures sanitaires. Au Canada, cela fait suite à une série de mesures restrictives particulièrement sévères de la part des gouvernements

provinciaux, qui ont entraîné un « ras-le-bol » de la population. Ensuite, une part non négligeable de ceux qui soutiennent le mouvement craint que les mesures sanitaires ralentissent le transport de marchandises, menaçant alors l'approvisionnement et favorisant l'inflation. Enfin, la plupart des soutiens au convoi sont simplement des opposants au Parti libéral et à Justin Trudeau. Ainsi, au sein du Parlement fédéral, les soutiens au mouvement des camionneurs sont pratiquement tous issus du Parti conservateur, le premier parti d'opposition. Sont venus s'agréger à la contestation quelques figures conspirationnistes et des individus issus de l'extrême droite qui ont refroidi les soutiens parlementaires.

Ce n'est pourtant pas les soutiens au « convoi de la liberté » ni le mouvement en lui-même qui a poussé le gouvernement à adopter une loi d'exception, plongeant tout le pays dans l'état d'urgence. C'est le mode d'action, le blocage, qui

dérange réellement le Parti libéral tout entier tourné vers l'efficacité économique et le maintien des flux commerciaux. Le mouvement était par ailleurs relativement calme. Malgré une saisie d'armes par la police canadienne et quelques échauffourées aux marges des manifestations, aucun affrontement général avec les forces de l'ordre n'a été enregistré, et il a été moins reproché au convoi de faire des émules que d'être trop bruyant.

Si le mouvement a suscité une certaine sympathie à travers le monde et un soutien des tendances politiques populistes, de Ted Cruz au Texas à LFI en France, le mouvement n'a pas rencontré la même réussite en s'exportant à l'étranger. C'est principalement en France que l'on s'en est saisi, reprenant presque intégralement l'esprit et les revendications des « gilets jaunes » et prévoyant de bloquer Paris le 12 février puis de se diriger vers Bruxelles à l'occasion d'un rassemblement européen deux jours plus tard. Em-



manuel Macron, politiquement proche de Justin Trudeau, mais bien plus habitué aux manifestations de masse, a mobilisé les forces de l'ordre en prévention et a pu limiter le convoi à une petite centaine de voitures sur les Champs-Élysées, tout en administrant plus d'interpellations et de verbalisations en un jour que le gouvernement canadien depuis le début du mouvement. À Bruxelles, malgré l'absence de heurts constatés, l'accès au centre-ville a été refusé aux quelques voitures qui ont finalement effectué le trajet.

En Europe comme en Amérique, il y a matière à réfléchir sur la réaction des régimes libéraux face à l'expression populaire, qui n'hésitent plus à déployer un arsenal répressif de grande ampleur à la moindre protestation qui s'écarte d'un cadre prédéfini pour faire perdurer le statu quo.

* Elias Hebbat

Sexisme dans la vie politique française : des montagnes à déplacer

« Calmez-vous, madame, ça va bien se passer ». Le 8 février, le passage du ministre français de l'Intérieur Gérald Darmanin sur BFM TV a fait grand bruit. Son adresse, particulièrement familière, à la journaliste Apolline de Malherbe montre la persistance des usages et propos sexistes qui marquent encore profondément le monde politique français.

« J'ai regardé votre logo, je pensais qu'on était sur CNews, mais en fait on est bien sur BFM ». Voici la première réponse de Gérald Darmanin à la question de la journaliste de BFM TV à propos du réveil tardif du gouvernement au travers d'une nouvelle loi sur la sécurité intérieure alors qu'une hausse des atteintes aux personnes a été constatée en 2021.

Par la suite, la ministre déléguée chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, de la Diversité et de l'Égalité des chances, Elisabeth Moreno, montre une certaine tiédeur à condamner cette formule condescendante et conseille au ministre de s'excuser si la journaliste « s'est sentie offensée » bien qu'elle-même n'y perçoive pas de sexisme. Marlène

Schiappa, ministre déléguée chargée de la Citoyenneté, est quant à elle venue au secours de son ministre de tutelle à l'Assemblée nationale. Face à l'indignation exprimée par la députée LR Constance Le Grip, Marlène Schiappa, pourtant réputée pour ses nombreux positionnements en faveur de l'affirmation des droits des femmes a rétorqué : « Je pensais qu'on était à l'Assemblée nationale, je n'avais pas compris qu'on était dans la rédaction de Télé-Loisirs et qu'on était en train de commenter les émissions de télévision. »

Mais la question n'est pas là, car l'affaire illustre une affaire bien plus large dans la sphère politique française tandis que le résident de l'Hôtel de Beauvau avait

également été accusé de viol, harcèlement sexuel, abus de confiance et d'autorité lorsqu'il était député du Nord.

Selon l'association Les Glorieuses, qui milite pour l'égalité salariale entre les hommes et les femmes, l'écart de salaire moyen entre les deux sexes est de 16,5 % en France. Autrement dit, à compter de 9h22 le 3 novembre 2021, toutes les femmes qui travaillent le font gratuitement. De plus, si l'expression « plafond de verre » date, sa réalité n'a pas été ébranlée. L'INSEE indique notamment que « la probabilité pour une femme d'accéder à un emploi parmi les 10 % les mieux rémunérés, est de 36 % inférieure à celle des hommes en 2017, contre 48 % en 1997. »

En outre, les milieux de travail soumis à une importante couverture médiatique, comme la politique, sont encore aujourd'hui parsemés d'injures sexistes inacceptables. L'Assemblée nationale, par exemple, a par de nombreuses reprises été ce théâtre, comme en février 2021 lorsque la députée LFI Mathilde Panot fut traitée de « poissonnière » par son confrère LREM de 29 ans Pierre Henriot. Il a écopé pour cela d'un « rappel à l'ordre et une retenue financière » comme le veut l'article 73 du règlement de l'Assemblée nationale, rarement mis en application.



#MeToo politique

Mondialisée dès 2017 avec l'affaire Weinstein, la vague #MeToo déferle à présent et à juste titre dans le monde politique. Le 15 novembre 2021, cinq femmes lancent le #MeToo politique. Elles sont collaboratrices d'élu, militantes féministes ou élues et préparent cet événement depuis deux ans.

La portée médiatique de ce hashtag a notamment été élargie par la publication dans le journal *Le Monde* d'une tribune signée par 285 femmes, dans le but d'évincer de la vie politique les auteurs des violences sexuelles et sexistes. On y lit notamment : « On promet encore des hommes politiques qui foulent aux pieds le consentement [...], des prédateurs ».

Pour rendre compte de la mise au placard de collaboratrices d'élus dans les collectivités territoriales, *Le Parisien* a entrepris une enquête nationale. Les résultats, publiés vendredi 3 décembre 2021, montrent que 74 % des élues ont déjà été victimes de sexisme.

Malgré les chiffres et les tentatives de mise en lumière de ces agressions, la tribune du *Monde* rappelle que « trois candidats à l'Élysée sont déjà cités dans des témoignages d'agressions sexuelles ».

* Caroline Deschamps

Restaurant et Hôtel, en plein cœur de la vieille ville d'Istanbul.

www.armadahotel.com.tr
0212 455 4 455





Dr. Hüseyin Latif

Docteur en histoire
des relations
internationales

J'ai découvert les haïkus avec le roman de François-Henri Désérable : *Mon maître et mon vainqueur*.² J'ai aimé les discussions de Vasco avec le juge qui interrogeait le héros du roman qui avait tenté de tuer le mari de son amant.

« Ni Colt ni Luger
Ni Beretta ni Browning
Bois ta soupe Edgar »³

Par la suite, j'ai appris qu'un haïku est composé, dans sa langue d'origine, de trois vers de 17 syllabes, réparties selon le schéma 5, 7 et 5 syllabes par vers. Si le jeune écrivain François-Henri Désérable a placé au début de chaque vers une majuscule, aucune majuscule n'existe dans les poèmes japonais.⁴ Matsuo Bashō⁵, qui est considéré comme le plus grand maître du haïku, a vécu au Japon durant la seconde partie du XVII^e siècle. Durant une partie de sa vie, il s'est retiré, loin de la ville, dans une sorte de hutte (*basho-an*) faite de feuilles de bananier à Fukagawa.

« briser ton silence
ton étang calme
la grenouille a plongé dans l'eau-
une voix profonde »

Après l'incendie de son *basho-an* en 1682, Bashō est devenu un voyageur. Plus de trois siècles après, Dany Laferrière de l'Académie française a eu l'idée de voyager avec lui par le biais de son dernier ouvrage. Il y a deux choses à savoir. Tout d'abord, on voyageait à

Sur la route avec Bashō¹

dos d'âne, à cheval ou à pied. D'après mes lectures, Bashō avait opté pour la marche. Quant à Dany Laferrière, il prend des trains, des avions, des voitures, des bateaux et utilise l'électricité, ce dont ne bénéficiait évidemment pas Bashō.

* * *

Dans notre vie moderne, après l'eau et l'oxygène, l'électricité est devenue une ressource de première nécessité. Sans électricité, nous ne pourrions tout simplement pas avoir accès à l'eau et l'oxygène dont nous avons besoin pour vivre. Mais, pour bénéficier du confort que nous apporte l'électricité, il a fallu attendre la fin du XIX^e siècle.

« Bonjour Matsuo Bashō, vous allez où comme ça ?

Un peu par là, vers le lac Biwa.

Alors on peut faire un bout de route ensemble. »⁶

Fin août 1883, Marcel Deprez réalise l'acheminement de l'électricité en courant continu entre Vizille et Grenoble sur une distance de 14 km afin d'éclairer le centre-ville de Grenoble. Peu de temps avant, en 1879, le téléphone a commencé à être commercialisé en France.

En Turquie, l'électricité a commencé à être produite en 1888, avec la mise en service de l'usine d'électricité établie sur le chantier naval de la Corne d'Or à Istanbul. Si la première centrale électrique de Turquie fut construite à Tarse, la mise en place

de l'infrastructure électrique d'Istanbul a été envisagée en 1906. En raison du manque d'éclairage et d'eau potable dans la ville, l'infrastructure électrique de la ville a été achevée en 1910 après la construction d'une centrale hydroélectrique.

En 1914, la centrale thermique de Silahtarğa à Istanbul, où se trouve actuellement l'Université de Bilgi, est entrée en service. La production d'électricité était lancée.

* * *

Revenons désormais sur le principal problème de l'électricité que nous connaissons aujourd'hui. Depuis un moment déjà, le prix du kilowattheure a considérablement augmenté sur les marchés internationaux, ce qui se fait notamment ressentir en France et en Turquie. En France, EDF distribue des chèques de 100 € par-ci par-là comme si les ménages mendiaient. En Turquie, il n'y a pas d'aide de ce genre. Mais, récemment, le président a imposé un changement des tarifs. Pendant ce temps-là, le 10 février, Total a annoncé un bénéfice de 15 milliards d'euros. Un record pour une entreprise ! En France, Total a aussitôt décidé d'appliquer une remise de dix centimes à la pompe par litre d'essence et a distribué 100 euros à chaque abonné ainsi qu'une aide aux consommateurs durant trois mois, c'est-à-dire jusqu'à l'élection présidentielle !

« La Grande réserve
Mais nous deux, sur la réserve
(Puis toi sur la table)



(...) La BnF accueillait chaque année plus d'un million de visiteurs, elle comptait quatre mille places de lecture, quatre-vingt-un ascenseurs dont quatre en panne depuis trois jours, seize escalators et six cent cinquante W.-C. »⁷

Nous ne pouvons pas vivre sans électricité. En France, 70 % de l'électricité provient des centrales nucléaires gérées par EDF. Les risques en matière de sécurité et d'investissement liés aux impôts de consommateurs sont considérables, tandis que les bénéfices reviennent surtout aux intermédiaires qui s'occupent de la distribution. C'est inadmissible ! Pour terminer, citons encore une fois à Dany Laferrière :

« Je crois que dans ces moments de crise aiguë où tout semble bouger sous nos pas Il est bon de quitter notre époque. »⁸

1- Dany Laferrière, *Sur la route avec Bashō*, Grasset, 2021.

2- François-Henri Désérable, *Mon maître et mon vainqueur*, Gallimard, 2021.

3- *Ibid*, p. 16.

4- Nous utilisons des passages écrits comme tels dans les œuvres.

5- Le maître du haïku japonais du XVII^e siècle, Bashō (1644-1694), est né Matsuo Kinsaku près de Kyoto, au Japon.

6- Dany Laferrière, *Ibid*, les pages ne sont pas numérotées.

7- François-Henri Désérable, *Ibid*, p. 44.

8- Dany Laferrière, *Ibid*.



Meliha Serbes

MODE

La marque Hugo Boss, qui va bientôt célébrer ses 100 ans d'existence, a été fondée en janvier 1924 par le styliste Hugo Ferdinand Boss à Metzingen, une petite ville au sud de Stuttgart en Allemagne. À cette époque, ce qui n'est encore qu'un petit atelier doit faire face aux conséquences de la défaite allemande lors de la Première Guerre mondiale puis de la crise économique de 1929.

Dans l'atelier, qui comptait 33 employés lors de sa création, des coupe-vent, des chemises pour hommes et peu après, des vêtements de travail, de sport et des imperméables sont produits. Cinq ans après sa création, la crise économique frappe, le nombre d'employés de l'atelier diminue tandis que Hugo Ferdinand Boss réoriente sa production vers les vêtements de chasse, les costumes régionaux, les vestes en cuir, les manteaux ou encore les salopettes.

En 1931, Hugo Ferdinand Boss rejoint le Parti national-socialiste des travailleurs allemands, soit le parti nazi, et est considéré comme un « membre bienfaiteur de la SS » en soutenant financièrement la Schutzstaffel. De 1931 jusqu'à la fin de

Un patron allemand

la Seconde Guerre mondiale en 1945, le styliste produira les fameux uniformes des chemises brunes, des Jeunesses hitlériennes, des SS et de la Wehrmacht... Sa collaboration avec le régime nazi a souvent été niée ou brièvement évoquée. Mais les recherches sur l'histoire de l'entreprise réalisées en 2000 par l'historien Roman Köster confirment qu'Hugo Boss était bien un fournisseur de vêtements militaires dès 1924.

Pour répondre à la demande croissante des dernières années de la guerre, la société employa même des prisonniers de guerre ainsi que des travailleurs forcés



venant des pays occupés par le régime nazi. Selon l'historien allemand Henning Kober, les dirigeants de l'entreprise ne se cachaient pas d'être des nazis. Henning Kober déclare même que les membres de la famille Boss « étaient tous de grands fans d'Adolf Hitler » et rappelle que dans l'appartement de Hugo Boss trônait une photo de ce dernier en compagnie du dictateur. Après la guerre, Hugo Ferdinand Boss est considéré comme ayant été un simple « opportuniste ». Il fut condamné à cet égard à verser 100 000 marks, mais fut surtout déchu de ses droits civiques relevant de sa citoyenneté.

En 2011, un ouvrage très important sur l'histoire d'Hugo Boss a été publié sur le sujet. Financé par l'entreprise elle-même, le livre *Hugo Boss 1924-1945, l'histoire d'une usine d'habillement pendant la république de Weimar et le III^e Reich*, basé sur les travaux de l'historien Roman Köster, démontre que l'entreprise a échappé à la faillite en 1931 grâce à un contrat passé avec le parti nazi, mais également que Hugo Boss a rejoint ce parti, car il partageait son idéologie.

Lisez l'intégralité de cet article sur notre site internet
www.aujourdhuilatourquie.com

Vers l'élection

(Suite de la page 1)

En d'autres termes, le parti socialiste, en s'assurant le soutien de la grande bourgeoisie qui se qualifiait « de gauche » et un candidat de droite, en ne dérivant pas vers les extrêmes, pouvaient concourir au second tour.

Aujourd'hui, les choses commencent à se compliquer avec l'arrivée de personnalités d'extrême droite et de gauche qui ne sont pas issues des partis classiques qui ont jusqu'ici dominé le monde politique français et qui pourraient être au second tour. Alors, l'enjeu des cinq cents signatures est devenu considérable. Pour le dire plus clairement, la grande bourgeoisie s'inquiète d'un scénario de duel Mélenchon / Le Pen ou Mélenchon / Zemmour au second tour.

Soit dit en passant, n'oublions pas que les sondages ne reflètent jamais la situation réelle quant aux intentions de vote. Pour s'en convaincre, il suffit de comparer les sondages des élections passées avec les résultats de ces dernières. Par exemple, on pensait que le vainqueur des élections de 1995 serait Édouard Balladur d'Izmir. Voilà un rappel de notre part...

1- L'article 3 de la loi du 6 novembre 1962 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel.

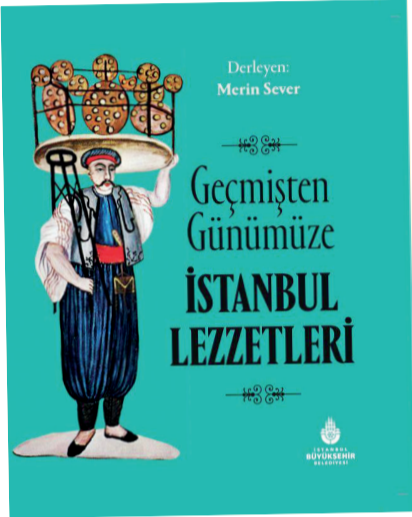


Dr. Mireille Sadège

Rédactrice en chef
Docteur en histoire
des relations
internationales

« Les saveurs d'Istanbul » : Merin Sever retrace les saveurs qui ont influencé Istanbul

Cela fait quelques années que je suis Merin Sever, une passionnée de la gastronomie et un fin gourmet. Pour elle, la curiosité de « déguster » est familiale. « J'ai appris à cuisiner avec ma grand-mère. Les plats des grands-mères regorgeant de gourmandises, j'ai donc beaucoup appris d'elle sur ce qui relevait de l'idée de "bien manger". De plus, tout le monde dans ma famille cuisine, et il y a des choses que ma mère et mon père préparent très bien. Par ailleurs, mon mari est très curieux quant à la nourriture, ce qui m'a également permis d'élargir les connaissances de mon palais, car nous aimions tous les deux essayer de nouvelles choses lorsque nous vivions en France et lors de nos voyages à travers le monde. Ceux-ci m'ont toujours nourri. Enfin, durant mes études supérieures en sciences politiques, mes lectures sur le nationalisme et les questions identitaires m'ont permis de comprendre pourquoi je regarde la nourriture d'un point de vue différent ». Merin Sever vient de publier un ouvrage sur les saveurs d'Istanbul, « Les saveurs d'Istanbul », dont elle nous dévoile les secrets.



Comment vous est venue l'idée d'écrire « Les saveurs d'Istanbul » ? Comment avez-vous préparé ce livre ?

Cette idée m'est venue lorsque la mairie de la Municipalité métropolitaine d'Istanbul m'a proposé de faire un recueil de recettes. Je me suis alors demandé quel devrait être le concept afin de me différencier des nombreux bons ouvrages sur ce thème. Je me suis donc posé les questions suivantes : qu'est-ce qui n'a pas encore été traité ? Qu'est-ce qui n'a pas été suffisamment souligné ? Qu'est-ce qui a été mal expliqué ? À la place du lecteur, qu'est-ce que j'aimerais qu'on me dise ?

Pendant de nombreuses années, la cuisine d'Istanbul a été dépeinte comme une cuisine repliée sur elle-même. Pourtant, ceux qui connaissent l'Histoire savent que la cuisine d'Istanbul s'est toujours nourrie de « l'extérieur », même en ce qui concerne les ingrédients les plus élémentaires. De plus, Istanbul a toujours été une ville ouverte à d'autres idées. Il serait injuste de décrire une telle ville et sa cuisine comme figée et stéréotypée. J'ai donc désiré effectuer des recherches sur les saveurs et goûts qui ont influencé Istanbul d'hier à aujourd'hui, sur ce qui se cache derrière la cuisine que



nous connaissons actuellement. J'ai donc répertorié les types de cuisines les plus influentes de la ville et je me suis entretenue avec différents spécialistes sur ce sujet. En ce qui concerne les illustrations, cela a demandé environ six mois de travail supplémentaire, car nous voulions un contenu visuel riche et de qualité.

L'alternance entre les tribunes et les interviews des experts, des chefs et des critiques gastronomiques est très réussie. Comment avez-vous sélectionné ces personnes ?

En ce qui concerne les tribunes, il fallait que ce soient des experts dans leur domaine, mais également des personnes avec une bonne plume. De plus, ils devaient adhérer au projet et être disponibles. C'est selon ces critères que nous avons pu choisir les personnes qui écriraient des tribunes.



En outre, la célébrité des personnes sélectionnées n'était pas un critère de sélection déterminant. Nous voulions avant tout des passionnés. Par exemple, je n'ai pas interviewé Vedat Milor simplement parce qu'il est Vedat Milor, mais parce qu'il est la personne idéale pour interpréter les tendances sociologiques relatives à l'alimentation en Turquie, et je suis ravie qu'il ait accepté de se lancer dans cette aventure.

Tous ceux qui ont contribué au livre se détachent des stéréotypes quand il est question d'alimentation et savent que la nourriture appartient à la géographie, non pas aux nations. Il n'est pas possible d'avoir une conversation productive sur ce sujet avec quelqu'un qui instrumentalise la cuisine.

Les livres de gastronomie ne manquent pas. Quel est l'objectif de votre ouvrage ?

Ces dernières années, les publications turques sur la gastronomie se sont multipliées. Si cela est réjouissant, cela implique également que chaque nouveau livre doit se différencier.



À cet égard, la particularité du livre *Les saveurs d'Istanbul* est qu'il n'aborde pas Istanbul de manière fermée. Au contraire, il suit les traces des autres villes de Turquie et des cuisines des pays qui se trouvaient autrefois au sein de l'Empire ottoman. Toutes ont influencé Istanbul.

C'est pourquoi le livre s'intitule : *Les saveurs d'Istanbul*, et non pas *La cuisine d'Istanbul*. Rappelons également que les 20 millions de Stambouliotes ne mangent pas uniquement des plats qui sont typiquement d'Istanbul. C'est pourquoi j'ai voulu mettre en avant une carte d'aujourd'hui qui montre d'où nous venons, ce qui est cuisiné et servi dans les maisons et les restaurants aujourd'hui, mais également vers quoi nous nous dirigeons. Car, après tout, la cuisine est en constante évolution.



Dans votre excellent article d'ouverture, vous parlez des nouvelles tendances dans la gastronomie ainsi que l'influence des réseaux sociaux. D'après vous, comment les réseaux sociaux contribuent-ils à l'évolution des saveurs d'Istanbul ?

Les réseaux sociaux ont eu un grand impact sur la gastronomie à la fois positivement et négativement.



Ils ont augmenté et facilité notre accès à l'information, notamment quant aux nouveaux établissements, aux recettes et aux astuces. Ils nous ont permis de découvrir des goûts locaux que nous ne pouvions pas trouver dans les livres, car ils ne sont pas encore entrés dans la littérature académique. Ils permettent également aux petits commerçants, aux producteurs et restaurateurs locaux de gagner en visibilité.



Cependant, nous sommes exposés aux effets parfois trompeurs de ceux que l'on nomme les « influenceurs ». Si à la télévision les publicités sont encadrées, ce n'est pas le cas sur les réseaux sociaux, et de nombreuses personnes accordent une attention particulière à la création de contenus qui ne ressemblent pas à première vue à des publicités, mais qui le sont. Pourquoi ? Parce que les suggestions ou les critiques semblent sincères et nous apparaissent donc être des informations plus précieuses. Pourtant, faire de la publicité pour de l'argent en prétendant être sincère est contraire à l'éthique. Il y a de la manipulation.



Par ailleurs, tout y est entièrement basé sur le visuel. Parfois, des visuels peuvent ne pas être extraordinaires alors que la nourriture est savoureuse. Sur les réseaux sociaux, tout est fait pour que les visuels soient attrayants, peu importe la qualité de ce qui est présenté, la saveur réelle des produits importe peu.



Eren M. Paykal

Les chefs de Saint-Joseph (3)

Nous nous retrouvons pour notre troisième rendez-vous avec les chefs de Saint-Joseph, cette fois-ci avec un doyen du secteur, M. Ahmet Bülent Karadayı, propriétaire d'un « meyhane » (bistrot à la turque) traditionnel situé à Kadıköy.

Monsieur Ahmet Bülent Karadayı, pouvez-vous nous parler de vous ?

J'ai terminé ma scolarité au collège Saint-Joseph d'Istanbul en 1982. Par la suite, j'ai étudié la gestion à l'université avant de poursuivre ma carrière professionnelle.

Quel est ce parcours professionnel ?

J'étais dans le tourisme, la gestion, le département des achats. Mais, finalement, à 40 ans, j'ai abandonné ce secteur, et après trois ou quatre années d'activités diverses, j'ai ouvert un meyhane à Kadıköy. Ainsi, depuis quatre ans, nous gérons avec mon partenaire le « Meyhane Pavlonya ».*

Pourquoi cette reconversion ?

Depuis que je suis jeune, j'ai toujours eu l'ambition de diriger un établissement de ce genre, un bar ou un meyhane. C'est un véritable bonheur pour moi d'avoir été en mesure de réaliser ce rêve depuis ces 10-15 dernières années. Parmi les richesses de ce métier, on peut sans aucun doute citer les nombreuses rencontres qu'il permet et qui enrichissent notre expérience personnelle.

Depuis combien de temps votre restaurant est-il ouvert ? Où se trouve-t-il exactement ?

Le « Meyhane Pavlonya » était auparavant ouvert sous le nom de « Mavi Meyhane ». Depuis 2018, avec ma participation, il a pris son nom actuel.

Notre établissement est situé rue Pavlonya, à proximité du marché de Kadıköy. Vous pouvez donc constater que nous avons donné le nom de la rue à notre meyhane. Cette rue est assez réputée avec ses antiquaires ambulants. De plus, c'est une rue assez centrale tout en étant calme. C'est un lieu idéal.

Que pensez-vous de Kadıköy ?

Kadıköy est très populaire de nos jours. C'est assez logique puisque ce quartier est facilement accessible grâce aux lignes de métro, de métrobus et de ferries, mais aussi, car il offre un grand choix de divertissements avec ses théâtres, ses salles de cinéma, ses bars, son opéra, ses magasins et sa proximité avec la mer. On constate également un changement drastique du profil des personnes qui fréquentent Kadıköy. Et je dois avouer que, étant un citoyen de Kadıköy depuis 50 ans, ça m'effraie un peu.



La vitrine de Pavlonya Meyhane

Que signifie Pavlonya ?

Pavlonya, ou en français « paulownia », est une espèce d'arbre originaire de Chine et de Corée. Aussi nommé « arbre impérial », il a de très jolies fleurs mauves.

Qu'est-ce qui vous a poussé à ouvrir un meyhane, qui plus est à Kadıköy ?

La réponse est assez simple : j'aime le milieu des meyhanes et j'ai toujours été un habitué des lieux. De plus, comme je le disais, j'ai ce projet en tête depuis ma jeunesse et mon expérience passée dans le secteur des services m'a également motivé à me lancer dans cette aventure. Quant au choix de l'emplacement, c'est tout simplement, car je connais bien ce quartier et car Kadıköy est une localisation de prédilection pour une activité de ce genre.

De quoi se compose votre menu ?

Le « Meyhane Pavlonya » est surtout un restaurant d'habitues. Nous essayons de les servir comme le ferait un meyhane des plus classiques et des plus traditionnels. Dans notre vitrine de mezzes, nous proposons des mets quotidiens froids que nous préparons avec nos propres produits. Parmi ceux-ci, je mets surtout en valeur les épinards aux cerises acides, le mutabbel (des aubergines grillées, du tahini, du yaourt avec de l'ail), du loup mariné et des nergiz mezese que l'on concocte avec



Ahmet Karadayı et Eren Paykal

des prunes angéliques. Comme entrées chaudes, ou *ara sıcak* en turc, nous avons des *boreks*, des feuilles turques de foie (*yaprak ciğer*), des pleurotes, des calamars, des crevettes, des moules en sauce, des boulettes farcies à la viande (*içli köfte*, une sorte d'arancini turc).

Comme plat principal, nous privilégions les poissons frais, des daurades ou des loups selon la saison, mais nous proposons également de la viande avec des shish-kebabs, des boulettes de viande (*köfte*) etc.

Pour finir, le dessert à la semoule garni de glace fait partie de nos coups de cœur.

Quels sont vos plats les plus réputés ?

Nos entrées chaudes comme les pleurotes et le *yaprak ciğer* sont extrêmement appréciés.

Quelles sont vos ambitions ?

Le meyhane, comme on aime l'appeler en turc, est une culture, une institution à Istanbul, mais aussi dans l'ensemble de l'Anatolie. Notre principale ambition est de préserver et de faire vivre cette culture, tout en étant conscients que nous ne sommes pas à la hauteur des maîtres et des chefs d'antan qui ont bâti, si je peux m'exprimer ainsi, cette partie de notre histoire et de notre civilisation.

Je vous remercie cher Ahmet Ağabey...

* pavlonyameyhane.com



Gözde Pamuk

L'humour à travers la publicité

Les publicités sont indispensables pour inciter les consommateurs à acheter un produit spécifique et cibler la bonne clientèle. Il existe différents types de supports publicitaires : la télévision, la presse, l'affichage, la radio ou encore le cinéma. L'affichage est le plus ancien et est le seul qui est offert à tous gratuitement. Le visuel, quand il est drôle et efficace, reste parfois gravé dans notre mémoire. C'est le cas de l'affiche publicitaire pour la chaîne autrichienne de restaurants « Oldtimer » qui, à l'entrée d'un véritable tunnel routier, affiche le slogan : « presque tout ce que l'on peut manger ». Celle-ci a un pouvoir d'attraction exceptionnel puisqu'il est impossible de la rater lorsqu'on conduit sur l'autoroute où cette publicité est affichée. Ainsi, les milliers de conducteurs qui passent par ce tunnel sont des clients potentiels de ce restaurant qui se trouve justement sur l'aire de repos de cette autoroute.

Pour promouvoir une image à travers la publicité, il convient de bien connaître le produit et la marque. Or, puisqu'une marque est avant tout une vision, il est important de bien définir le slogan qui reflètera cette vision. Le slogan, souvent énoncé avec humour et délicatesse, peut être une signature publicitaire ou une

expression qui résume la vision de la marque et qui sous-entend sa stratégie. Donnons quelques exemples :

« *Il a Free, il a tout compris* » : l'idée est de dire que face à la complexité des offres de télécommunication, Free est le choix le plus évident des gens soucieux du meilleur rapport qualité-prix.

« *Air France, faire du ciel le plus bel endroit de la terre* » est un slogan qui affirme une promesse d'un service marqué par la délicatesse et la bienveillance.

« *Du pain, du vin et du Boursin* »

« *Vous l'avez rêvé, Sonny l'a fait* »

« *Mars et ça repart* »

« *Décathlon, à fond la forme* ».

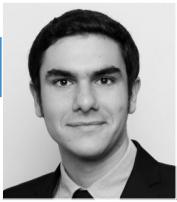


Une marque rassemble donc plusieurs composants qui sont fondamentaux et indissociables de son identité. On parle

alors de l'ADN de la marque, une terminologie utilisée dans le monde de la publicité qui fait référence à la génétique. Ceci nous permet de comprendre que l'identité d'une marque peut être construite et se transformer en un héritage si l'on se concentre sur l'origine et les fondements de la marque, sur sa trace laissée par son histoire. Par exemple, on retrouve trois composants pour Évian : les Alpes qui évoquent la pureté et l'apaisement ; l'image d'une eau parfaitement équilibrée ; une eau adaptée au bien-être et idéale pour les bé-

bés, d'où ses publicités avec des visages de nourrissons.





Ali Türek

Le mois dernier, j'ai voulu parler d'une révolution linguistique qui s'est opérée en Turquie il y a moins d'un siècle. La simplification de la langue était le mot d'ordre ; le turc « pur » était son but ultime...

Premier acte d'une modernisation sociale interventionniste, le changement d'alphabet en 1928 marquait une étape cruciale dans la fondation de la Turquie contemporaine et allait de pair avec la simplification de la langue, la suppression de l'influence des langues étrangères et l'établissement d'une langue officielle. Les réformes bousculaient l'espace public, répondaient aux nécessités d'une société moderne et cherchaient à réduire la différence entre la langue des érudits et la langue parlée par le peuple. Durant toute cette période que l'on qualifie de « révolutionnaire », la poésie

Sur la poésie

turque n'est pas restée à l'écart. Au tournant du siècle dernier, la poésie turque était multiple. La poésie de « Divan » tissée d'images sophistiquées et subtiles, de mots et d'expressions turcs, persans et arabes, coulait sur son lit dans le Sérail, loin de la poésie populaire. Cette dernière était aussi multiple avec le mysticisme soufi et le turc des paysans. Deux langues, deux imaginaires, voire deux univers, coulaient ainsi côte à côte.

Dans ce flux, les derniers jours de l'Empire marquaient déjà un tournant. Une transition entre la tradition ottomane et un modernisme profondément influencé par la poésie française... De grands noms tels que Yahya Kemal, Tevfik Fikret et Ahmet Haşim ont écrit des merveilles.



Mais c'est par l'entrée dans l'arène poétique d'un géant aux yeux bleus qu'une première révolution s'y est opérée. Un jeune poète communiste, Nazım Hikmet, a révolutionné la poésie turque en y introduisant irréversiblement l'humain en même temps que le vers libre dans toute sa splendeur.

Quelques années plus tard, d'autres ont repris le flambeau et d'autres encore allaient le reprendre au cours du siècle. Trois jeunes poètes, Orhan Veli, Oktay Rifat et Melih Cevdet Anday ont su mener une autre révolution, celle qu'on a si bien nommée « Garip » (« Étrange » en français).

Tout y était désormais ordinaire, loin d'une grandeur



spectaculaire. Les mots, les expressions, les images, les personnes, tout y était simple. Orhan Veli voulait être « un poisson dans une bouteille de raki ». Tel était la beauté simple et magique de « Garip ».

Depuis, la poésie contemporaine de Turquie n'a cessé de se transformer, et elle n'a rien perdu de sa force, de sa vivacité. Mais ce qui est plus frappant encore, c'est que cette aventure poétique a suivi, de tout près, le voyage politique et social de ces cent cinquante dernières années qu'a connues la Turquie. Elle l'a suivie tout comme elle a suivi le cours de l'évolution de la langue. On peut même dire qu'elle l'a façonné, forgé.

Et puisque le pays ne cesse de bouger, la poésie est encore là, en train de poursuivre son cours...

Le ministère de la Jeunesse et des Sports : une importance cruciale dans le développement turc

Le 1er février, au sein d'une annexe du palais de Dolmabahçe, s'est déroulée une conférence du ministre turc de la Jeunesse et des Sports, M. Mehmet Muharrem Kasapoğlu, et de son équipe. Cette conférence a réuni différents médias, organisations et autres acteurs internationaux dans le but de leur présenter les actions et projets du ministère. Ayant la charge de la population la plus jeune d'Europe, et la jeunesse étant l'avenir d'un État, le ministère et ses actions portent en eux une grande responsabilité. Voici, en somme, la portée des actions du ministère telles qu'elles ont été présentées :

Premièrement, a été évoquée la vision globale du ministère de la Jeunesse et des Sports. Bien que centrée autour du développement et de l'expansion de la pratique sportive en Turquie ainsi qu'à l'étranger, son but n'est cependant pas uniquement de produire des athlètes professionnels, mais de contribuer à former, à accompagner et à aider les jeunes Turcs pour leur vie future. En effet, le ministère a annoncé avoir comme priorité l'emploi des jeunes, et comme objectif direct de développer en eux des capacités qui feront la différence sur le marché du travail.



Plus concrètement, l'équipe du ministre a présenté un large panel d'actions, loin de se limiter à la seule pratique sportive. Nous pouvons distinguer plusieurs catégories : les infrastructures, qui comprennent les résidences, les centres de

jeunesse et les bureaux de jeunesse ; les services, qui incluent les camps de jeunesse, les activités sociales et culturelles ainsi que les programmes sportifs ; et enfin l'encadrement, qui comprend notamment le bénévolat, les formations et les projets participatifs.

Concernant les infrastructures, le ministère de la Jeunesse et des Sports poursuit 779 résidences étudiantes pour 744 611 étudiants. Ces résidences ne sont pas seulement des logements : on y trouve également des équipements sportifs, des bureaux de jeunesse et des activités variées... L'ambition à long terme serait d'avoir une résidence accessible à chaque « mahalle » du pays. Les centres de jeunesse, qui sont au nombre de 398 et auxquels sont inscrits près de trois millions de jeunes, sont gérés par les jeunes eux-mêmes et permettent un accès à deux types de services.

D'abord, les services académiques. Ce sont des formations à la demande allant des beaux-arts aux études religieuses en passant par les langues ou même le développement personnel. Ensuite viennent les clubs qui, outre le sport, comprennent aussi des activités manuelles ou technologiques. 66 centres de technologie expérimentale permettent aux jeunes de tout âge d'apprendre à maîtriser la robotique, l'informatique ou encore la programmation. Enfin, les camps de jeunesse permettent à plus de 75 000 jeunes de profiter gratuitement d'activités sportives centrées autour de l'eau ou de la nature. Il existe également des camps tournés vers d'autres thèmes comme les sciences, l'agriculture, ou même l'entrepreneuriat.



En effet, en dehors de l'amusement et de la socialisation, ils permettent de véritables formations qui seront utiles à tous les participants.

Les camps sont également gérés par des bénévoles. Chacun peut candidater en ligne afin d'avoir une expérience dans le domaine de la santé, de l'aide sociale, de l'animation, du sport... L'ambition du ministère est ici de pouvoir étendre l'accessibilité des camps, et par conséquent le nombre de jeunes pouvant y travailler. Une fois leur candidature acceptée, l'intégralité de l'organisation est laissée à leur discrétion et les dépenses sont couvertes par le ministère.

Celui-ci a d'ailleurs mis récemment en place un procédé par lequel les jeunes pourront voter la répartition du budget du ministère, à travers un sondage en ligne ayant réuni près de 300 000 personnes. Si l'on ajoute à cela le fait qu'est prise en charge la scolarité de plus d'un million d'étudiants, on peut voir que la mission du ministère est loin de se limiter à la trivialité du sport, et que son poids dans le développement de la société turque est peut-être au moins aussi important que celui du ministère de l'Éducation.

* Elias Hebbar



La saga de kara Terrible two three for

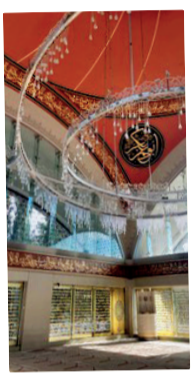
afrikali.com

La mosquée Şakirin, signée Zeynep Fadilloğlu

L'architecture futuriste de l'édifice d'Üsküdar témoigne de la diversité des milliers de mosquées stambouliotes, mais interroge aussi sur la place des femmes dans la religion.

Une architecture futuriste

Le dôme en composite aluminium et la fontaine de la cour intérieure interpellent les visiteurs par leur modernité. Bien loin de l'impressionnante Ayasofia et du style ottoman qu'adoptent la plupart des lieux de culte turcs, la mosquée Şakirin, où le verre prédomine, rompt avec les codes établis. Les gouttelettes du lustre symbolisent la grâce et la lumière d'Allah, ruisselant sur ses fidèles.



Une seconde scission nous apparaît lors de la découverte du cimetière mystique de Karacaahmet, peuplé d'imposants cyprès. Cette balade entre les pierres tombales, silencieuse et solitaire, est loin d'être écrasante. Au contraire, on se sent apaisé par l'immensité du lieu, sa végétation, en rupture avec l'intense circulation de la mégapole.

Ces deux lieux pourtant placés côte à côte sont presque antagonistes. Pourtant, passer de l'un à l'autre est représentatif de la variété des espaces et des ambiances d'Istanbul.

Zeynep Fadilloğlu, une pionnière

Zeynep Fadilloğlu revendique sa place de femme et explore la condition féminine à travers ses créations. Dans plusieurs interviews, cette architecte d'intérieur met l'accent sur son parcours et son indépendance, qu'elle conjugue avec son rôle de mère. Elle déplore en effet le manque de femmes dans sa profession, et décrit un milieu où les hommes prédominent. Cette vision progressiste se retrouve dans l'esthétique de la mosquée Şakirin. Les femmes entrent par la porte principale, et l'architecte s'est assurée que l'espace qui leur est réservé soit de taille équivalente à celui des hommes et décoré de la même façon.



Zeynep Fadilloğlu souhaite ainsi, avec cet édifice, reprendre les codes architecturaux de tradition ottomane et islamique afin de les moderniser et de les appliquer à la Turquie contemporaine.

* Isis Marvyle

Il était une fois... le Tur Abdin, d'après le récit de Philoxenos Yuhanon Dolabani (1)

« Mardin est l'une de ses anciennes villes entre les deux fleuves [...] La ville fortifiée est une muse pour les poètes qui lui accorde toutes leurs attentions et leurs éloges, au point qu'elle en tombe malade. Celui qui la regarde pendant la nuit, du côté sud, lui apparaît un second ciel étoilé, comparable à de l'or dont l'éclat est infini. » Philoxenos Yuhanon Dolabani, 1938.



Le site de (Tell) Halaf, photographie extraite du livre de l'archéologue : *Der Tell Halaf, und die vercheierte Göttin* don Dr. Max Freiherrn von Oppenheim, Leipzig, 1908.

En 1947, Mor Philoxenos Yuhanon Dolabani fut ordonné métropolite syriaque-orthodoxe du Tur Abdin ainsi que de ses périphéries. Il ne cessa de dédier sa plume à son berceau natal, qui n'est autre que la ville de Mardin. Mais, la beauté des paysages et du patrimoine de la région n'est pas uniquement attractive au regard des poètes. Les différentes inscriptions du site et des monuments culturels au patrimoine mondial de l'UNESCO (22/02/2000 et 15/02/2021) témoignent en effet, d'un intérêt de (re) découvrir l'histoire, ainsi que de comprendre la place de cette région, pourtant marginalisée, aux confins de la Mésopotamie.

Le Tur Abdin, signifiant la *Montagne des Serviteurs de Dieu*, constituait, autrefois, une large province qui ne correspondait pas aux frontières administratives contemporaines. De nos jours, cette région comporte seulement la moitié orientale de la province de Mardin et de Sirnak, située à l'ouest du Tigre. Pourtant, elle fut un vaste territoire s'étendant à partir des limites d'Urfa à l'ouest, de Diyarbakir au nord-ouest, englobant également les frontières de Siirt jusqu'aux frontières de Nusaybin, regroupant par la même occasion le nord-est syrien et l'ensemble des localités de Silopi avec la Cezire, proche du nord-ouest irakien. Bien que cette région soit le berceau de la culture syriaque orthodoxe, elle reste également très importante pour les populations chaldéennes. Ces derniers en provenance des villages de Silopi ainsi que du Hak-kâri sont en communication constante avec l'Irak. Dans les ouvrages syriaques, le nom actuel de Mardin apparaît principalement au singulier « *Mirido* » et reçoit le nom collectif « *Mirdin* », pour évoquer les nombreux châteaux présents jusqu'alors dans la région. Le nom de son fondateur, néanmoins, n'est pas connu. Toutefois, grâce à l'analyse des différentes couches d'urbanisation, les archéologues situent l'existence de la ville à une période antérieure à 2850 av. J.-C., et constatent la juxtaposition du brassage culturel des Empires qui ont marqué l'histoire de la région. C'est ainsi que nous vous invitons à suivre le récit de ce vaste territoire au cours du temps.

Tell Halaf, la capitale de l'État hébreu (4500-2500 av. J.-C.)

Entre 4500 et 2500 av. J.-C., les Hébreux fondèrent un premier État en Mésopotamie, dans lequel la région de Mardin fut partie intégrante, puisque sa capitale était (Tell) Halaf, dans le nord-est sy-



rien. Les Hébreux sont le peuple le plus ancien connu pour avoir établi un gouvernement et une ville en Mésopotamie avant les Égyptiens, les Sumériens et les Babyloniens. Halaf était comparable au paradis, car elle était entourée d'oasis et de plusieurs sources d'eau, favorisant ainsi une fertilité des terres, procurant richesse et abondance. C'est la raison pour laquelle les rois hébreux l'auraient choisi comme base pour leurs possessions. Les nombreux palais, édifices et statues témoignent de la gloire ainsi que de l'étendue de cette grande civilisation en Orient. Les découvertes archéologiques, et plus précisément celles menées par l'Allemand Max Von Oppenheim (1911 et 1929), mettent en lumière une véritable richesse culturelle, littéraire et artistique. Elles nous renseignent également sur les habitudes quotidiennes, les mœurs, les symboles et sur l'imaginaire collectif des populations de la région. Sur les murs

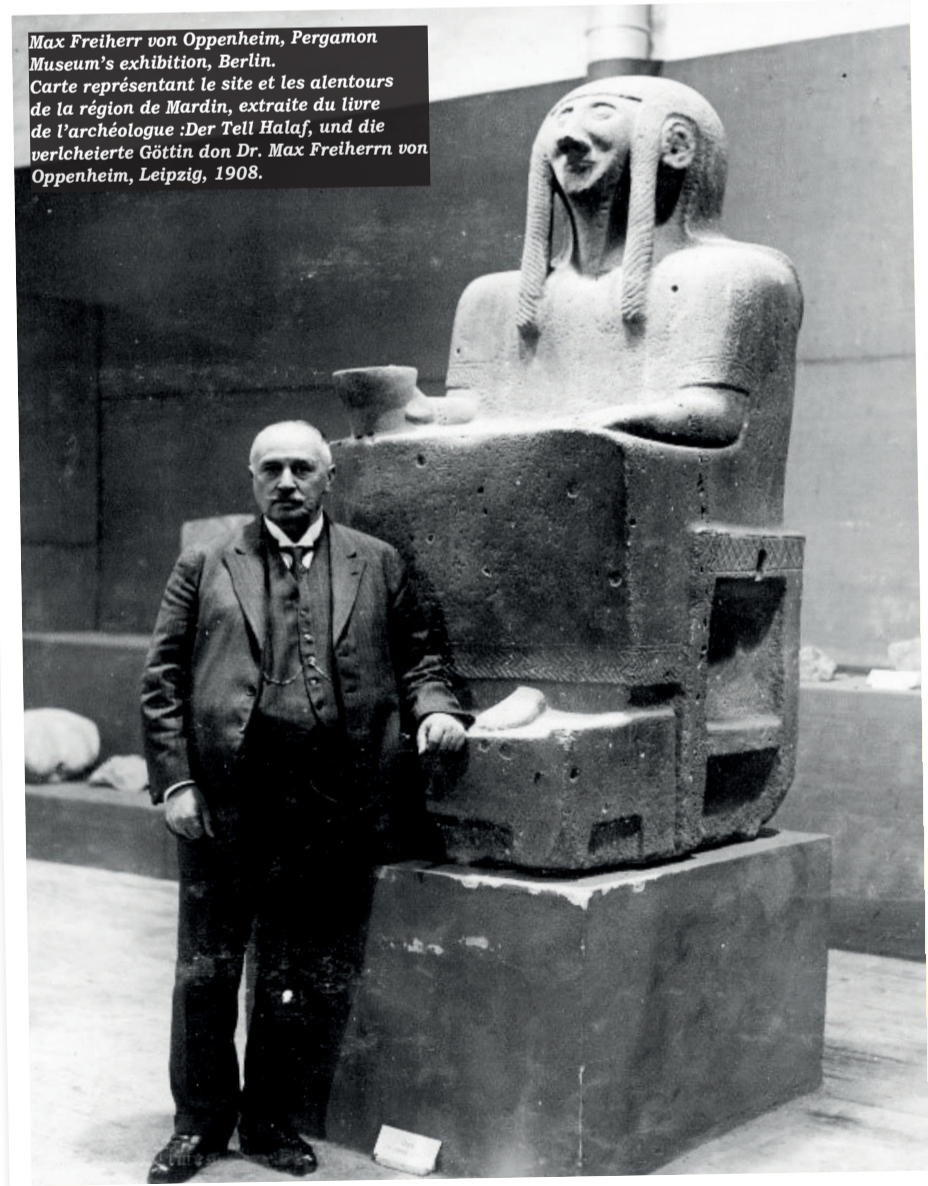
des temples, plusieurs statues sous la forme d'animaux, dont des oiseaux, des reptiles, des cerfs et des lions, étaient représentées et répondaient aux normes de beauté ainsi qu'aux mythes. La musique, quant à elle, avait une place importante dans les sociétés orientales. Les différentes scènes familiales évoquaient la présence des Dieux sous la forme d'animaux en plein orchestre, jouant du luth et d'autres figurants participant à des festivités en dansant et en chantant. Le raffinement artistique s'exprimait notamment par la forme des colonnes et des piliers de l'édifice, rappelant le corps



Halaf, Max Freiherr von Oppenheim-Stiftung, Köln, 1913

humain et plus précisément celui de la femme. Le matériel utilisé par excellence en construction était le marbre noir, une pierre solide et foncée d'origine volcanique, assurant la rigidité des grandes sculptures et une céramique de qualité.

* Sarah Guerfi



Max Freiherr von Oppenheim, Pergamon Museum's exhibition, Berlin. Carte représentant le site et les alentours de la région de Mardin, extraite du livre de l'archéologue : *Der Tell Halaf, und die vercheierte Göttin* don Dr. Max Freiherrn von Oppenheim, Leipzig, 1908.

Osman Tanburacı et les difficultés du football en Turquie (2)

(Suite de la page 1)

Ainsi, « seuls quelques exceptions, quelques joueurs assez malins comme Tugay Kerimoğlu qui a joué en Écosse et en Angleterre, ou Nihat Kahveci qui a brillé en Espagne, font la différence. Sinon, les jeunes joueurs n'y arrivent pas. »

La raison de cette absence de formation, hormis l'idée que le cœur suffirait sans la technique, c'est un manque cruel de vision à long terme : « En Turquie, nous manquons de patience. Nous voulons la réussite tout de suite, directement après un transfert. Nous ne voulons pas attendre que les jeunes et les entraîneurs se forment », explique M. Tanburacı.

Pourtant, le temps est un mal nécessaire, qu'il faut ajuster habilement à sa politique. M. Tanburacı prend pour exemple de méthode qui a réussi celle de Guy Roux, entraîneur légendaire d'Auxerre avec qui il a pu discuter par le passé. « Il disait qu'il fallait absorber les talents dans leur jeunesse pour bien les former, et qu'à l'inverse, il ne fallait pas garder trop longtemps les stars. On n'attend pas que les oignons ou les patates germent dans nos placards pour les cuisiner ! »



Il faut donc faire circuler les joueurs, instaurer un cercle vertueux de renouvellement. Or, en Turquie, ce système a été laissé de côté trop longtemps. « Nous avons des joueurs talentueux, mais qui sont laissés seuls à jouer dans la rue », estime M. Tanburacı, avant d'ajouter : « Nos centres de formation sont nuls et vides. Les jeunes sont entraînés par d'anciens joueurs de 60 ou 75 ans qui leur apprennent un football daté. »

À la tendance à vivre « au jour le jour, comme le reste de la société, » et au manque de vision s'ajoute donc la tendance à rester dans le passé quand le présent n'est pas mieux. L'exemple type est une nouvelle fois Fatih Terim : « Il y a 20 ans, il a remporté la coupe UEFA avec Galatasaray, et depuis il se repose dessus. On le pense intouchable à cause de ça ». C'est cette fois-ci une sorte d'inanité qui bride le changement, qui laisse penser qu'une méthode qui a marché par le passé marchera toujours même si l'expérience le dément.

M. Tanburacı considère également qu'il y a une part de responsabilité des parents qui ne veulent pas que leurs enfants passent du temps à étudier pour décrocher un diplôme ou se former. « Ils veulent qu'ils deviennent vite footballeurs pour être riches, et pour ça, pas besoin de diplôme. Encore une fois, ils veulent un résultat immédiat, sans vision et avec le moins d'investissements possible ».

Les poches vides

Si la volonté de gagner beaucoup et rapidement est commune à toutes les sociétés, le manque de confiance dans le lendemain est peut-être plus présent en Turquie qu'ailleurs. Seul l'argent serait à même de garantir une certaine pérennité pour les ménages, les clubs ou même l'État tout entier. La peur constante de la banqueroute fait office d'accélérateur des maux que nous avons évoqués précédemment.

Selon M. Tanburacı, tout est désormais gouverné par l'argent. On ne forme pas les jeunes, car ça demande trop d'investissement. On n'achète de stars que lorsqu'elles sont en fin de carrière pour déboursier le moins possible. Même Fatih Terim « ne veut entraîner rien d'autre que Galatasaray ou l'équipe nationale turque parce que ce sont les deux seuls postes qui payent bien en Turquie, et qu'en Turquie le club paye les impôts sur le revenu de l'entraîneur [...] Quand Fatih Terim est engagé à trois millions de dollars par an pour trois ans, il reste pour garder son salaire, certainement pas pour le club ». Dans cette même optique, M. Tanburacı affirme qu'il ne deviendra pas président après sa retraite en tant qu'entraîneur, car il devra « distribuer de l'argent plutôt qu'en recevoir ».

Mais lesdits présidents tiennent aussi à leurs finances, et pour être bien subventionné, il faut un résultat rapide. Ils sont donc devenus des exécutants qui suivent ce qu'on leur demande de faire au jour le jour, à commencer par ce qui vient des hautes sphères. M. Tanburacı déclare que les grands clubs turcs ont « tous environ quatre milliards de dollars de dettes. Ils se sont engagés à rembourser ces sommes au gouvernement sur cinq ou dix ans, mais le remboursement a seulement commencé en mai 2021, après deux ans sans aucun versement. Et encore, les paiements ne sont pas réguliers ». Les clubs dépendent donc de subventions gouvernementales, elles-mêmes assujetties à une obligation de résultats rapides !

Les difficultés financières empêchant également de recruter des joueurs étrangers, on pourrait penser que le retour vers les centres de formation s'accompagnerait de leur développement, mais non. Ils restent vides et mal organisés. Et la situation risque de perdurer. « J'entends souvent qu'il faut laisser le temps que ça se fasse, mais en 75 ans je n'ai pas vu de changement », déclare Osman Tanburacı qui soutient que, au-delà des clubs, « tout le monde maintient le statu quo en Turquie. »



À l'image du pays qui dépend des investisseurs étrangers pour stimuler l'économie, les clubs turcs ne peuvent qu'espérer qu'un acheteur étranger éponge leur dette. Mais, « selon la loi, les clubs turcs sont détenus à 49 % par les actionnaires, et à 51 % par le club lui-même. Si un oligarque russe ou un riche qatari veut acheter un club et rembourser sa dette, il réclamera 100 % du club, pas moins. » En conséquence, M. Tanburacı préconise que l'intégralité des parts d'un club soit mise en bourse.

Derrière les apparences, l'absence de confiance

Le système actuel est une sorte de cadeau empoisonné. Le club gère lui-même sa politique, tandis que les supporters ont une grande influence sur cette dernière et connaissent parfaitement qui l'organise et comment. Dès lors, « chaque supporter est comme un propriétaire du club. Si beaucoup réclament le départ d'un coach ou d'un joueur, ce sera fait. La politique des clubs change tout le temps à cause de cela ». Selon M. Tanburacı, les méthodes défectueuses ne pourront pas changer tant qu'on rejettera la faute sur les personnes et que tout problème sera réglé en les congédiant.

Seul Fatih Terim trouvait grâce jusqu'ici aux yeux des supporters : « Il est l'exception, fort d'avoir gagné quatre fois de suite le championnat dans les années 1990 et d'avoir remporté la seule coupe UEFA de la Turquie. Il est devenu en quelque sorte le modèle des autres entraîneurs. » Son assurance avait permis pendant un moment de faire oublier le reste, mais même Fatih Terim n'a pas pu masquer longtemps les difficultés de son club, 13^e du classement au moment de son départ. Selon M. Tanburacı, c'est l'aboutissement d'un processus de perte de confiance globale : « Il nous manque la confiance en Turquie. Le président du club promet ce que les spectateurs veulent entendre, et l'entraîneur ne suit pas ce que dit le président. La confiance se fait seulement quand les résultats sont là. Quand ils ne sont pas au rendez-vous, on entend plus que « başkan istifa ! Başkan istifa ! » (« président dégage ») dans les tribunes ». De là à faire une comparaison avec le fonctionnement de la politique en général, il n'y a qu'un pas.

Idem pour les sportifs : en Turquie, les joueurs sont bons individuellement, mais ils ne font pas confiance au collectif. Ils veulent briller seuls et manquent de reconnaissance à l'égard de ceux qui les entourent. Ils pensent chacun pouvoir in-



carner l'équipe. « S'ils marquent un but, ils ne font que fanfaronner et arrêtent de jouer en se reposant sur leurs lauriers. » De plus, « quand un jeune joueur fait un bon match, on l'encense, s'il joue moins bien le lendemain, on le descend. » M. Tanburacı explique ainsi comment naît ce manque de confiance en soi, en l'avenir, mais aussi en l'autre, qui pousse chacun à profiter de son succès de façade tant qu'il est là, sans se préoccuper du reste qui semble tout autant éphémère.



M. Tanburacı met également en cause le rôle des médias qui ne jouent pas franc-jeu. « Aucun journaliste ne parle de la cause des problèmes, car ils doivent choisir un camp et ne dire que du bien de celui qu'ils ont choisi, sinon ils se retrouvent sans travail », estime-t-il. En ce qui concerne l'équipe de Turquie ou de Galatasaray, « personne n'émet une seule critique quand il y a des défaillances. D'un seul coup, quand Fatih Terim perd, ils demandent de la patience et disent qu'il gagnera le prochain sans parler de son absence de tactique ! »

Pour finir sur une touche positive, voilà ce que M. Tanburacı propose pour redresser la situation : « Si j'étais président de la fédération, j'organiserais un briefing de deux mois pour définir un style de foot turc à privilégier sur le terrain, avec un jeu centré sur le physique, sur un jeu plus terrestre et pas aérien. Je prendrais aussi des diplômés pour devenir directeur technique. Tout ça s'apprend ! Quand j'ai débarqué à Galatasaray, je ne parlais pas un mot de français. Avec le temps, j'ai appris, et 55 ans après, je le parle encore. C'est pareil avec le foot. Il faut un programme avec une vision. Cela prend du temps, mais cela pourrait facilement faire de la Turquie le deuxième ou troisième pays le plus important dans le football. »

* Elias Hebbar

Lancement de la cinquième édition du Concours International de Piano – Istanbul Orchestra'sion

Ce jeudi 24 février avait lieu au lycée Notre-Dame de Sion la conférence de presse relative à l'ouverture de la cinquième édition du Concours International de Piano - Istanbul Orchestra'sion qui a lieu tous les deux ans depuis 2013. Permettant à de talentueux pianistes de moins de quarante ans de se révéler à l'international, de mettre en avant l'excellence ainsi que de porter un projet pédagogique musical au sein du lycée, l'édition de cette année a été présentée avec ses nouveautés par le directeur de l'établissement scolaire francophone Alexandre Abellan entouré du président du jury ainsi que des membres du comité d'honneur et du comité d'organisation.

Dans son discours, M. Abellan a déclaré : « Ce concours s'inscrit parfaitement dans le projet éducatif de notre institution qui vise à former une jeunesse cultivée et sensible. Il incarne cette recherche permanente d'excellence qui fait notre réputation. Il me tient à cœur de souligner que, parallèlement au jury professionnel dirigé par son président J-Y Clément, un Jury d'élèves va à la rencontre des pianistes et remet, lors de la finale, le Prix des Jeunes Musicales NDS au candidat de leur choix. C'est pour nos élèves une expérience extraordinaire ».

Aux côtés de M. Abellan se trouvait Jean-Yves Clément, critique musical pour Diapason, Président de l'Orchestre royal de Wallonie et organisateur de deux festivals de musique dédiés à Liszt et à Chopin, qui sera cette année Président du jury à la place de Vahan Mardossian, tandis que Orçun Orçunsel dirigera Orchestra'sion, l'orchestre qui accompagnera les candidats dans les épreuves finales du concours.

Pour cette cinquième édition et pour la première fois, le Consul général de France à Istanbul, M. Olivier Gauvin, remettra un prix spécifique qui se matérialisera probablement en une résidence en France pour son lauréat. « Je suis particulièrement sensible à cette dimension commune qui est créée entre la francophonie et la musique ; toutes deux porteuses de messages universels », a déclaré lors de la conférence de presse M. Gauvin qui a été professeur de piano et a participé à plusieurs concours en tant que candidat. Le

Consul s'est par ailleurs engagé à jouer lui-même une partition lors du concours. Étaient également présents Mme Emmanuelle Beaufils, secrétaire générale du concours, Serhan Bali, directeur de publication de la revue Andante spécialisée en musique classique, et Süher Pekinel, illustre pianiste formant un duo avec sa sœur jumelle Güher Pekinel et ayant toutes deux le statut d'artistes d'État ». Süher Pekinel, qui a étudié à Notre-Dame de Sion et a été présente à chaque édition du concours, a insisté

sur l'importance de ce concours « pour l'art dans son ensemble » en ces temps où les restrictions mènent les orchestres à la fermeture. A également été mis en avant l'aspect unique de ce concours : « Ce style de concours dans une école, c'est quelque chose d'extraordinaire, d'unique. Je n'ai pas trouvé d'autre établissement qui proposait de compétition à ce niveau ». Le concours, comme lors de la précédente édition, sera l'occasion de décerner le prix Ali Darmar et celui des jeunes musicales Notre-Dame de Sion ainsi qu'une des rétributions financières pour les trois premières places.

La première étape, désormais ouverte, est celle des candidatures qui se feront sur la base d'une vidéo à envoyer d'ici le 27 mai. Qu'ils soient gagnants ou non, le concours permettra aux participants de s'élever au plus haut niveau, de se faire connaître, et surtout de se connaître eux-mêmes.

* Elias Hebbur
Photos : Aramis Kalay



Mehmet Ali Uysal danse avec l'espace

Mehmet Ali Uysal est un artiste turc, né en 1976 à Mersin.

Tout d'abord, il a étudié l'urbanisme et l'aménagement du territoire à ODTÜ (Université technique du Moyen-Orient/section Architecture), puis la sculpture au sein de l'Université Hacettepe à Ankara où il obtient son doctorat à la suite d'une année d'échange à l'École nationale supérieure d'art de Bourges avec pour sujet « Jouer avec l'espace » (*Playing with space*). Il vit et travaille entre Ankara et Paris, en multipliant les installations à travers le monde.



En 2005, il investit pour sa première exposition personnelle nommée « Tebdilimekan », qui se déroule au Tepe Contemporary Art Space à Istanbul. En 2008, il présente « Ex-Libris » à la Galerie Eigenheim à Weimar, avant de s'envoler pour la Belgique pour le Festival Cinq Saisons en 2010. L'année suivante, il réalise « M-alist » au Q Contemporary de Beyrouth. En 2013, il expose également à l'Art Basel Hong-Kong, puis à la fondation Stiftung Starke à Berlin. Il est ensuite invité au Pi Artworks de Londres (2015) et à la Sapar Contemporary de New York (2016). En

2018, il signait « Home is Where the (He) art is » à la Galerie Paris-Beijing à Paris. En 2020, il expose « Ne m'abandonne pas » à la Galerie Paris-B.

Cette année, il expose à Paris jusqu'au 20 février pour Le Bon Marché Rive Gauche « Su », reflet des enjeux du climat.

Mehmet Ali Uysal est un artiste atypique, considéré comme une figure majeure de l'art contemporain turc, avec sa propre vision.

L'artiste a décidé de détourner le réel afin de défier les lois de la nature.

Grâce à l'influence de sa formation en architecture et de sa capacité d'explorer l'imaginaire, il définit l'espace en ces termes : « L'espace c'est comme un corps, c'est vivant ». Il nous place dans deux notions qui définissent la même chose : « Home and House ». L'espace devient alors notre « chez nous ».

Lisez l'intégralité de cet article sur notre site internet
www.aujourd'hui.la-turquie.com

* Eloïse, Ebru Fesli



« Regards urbains » par Daniel Latif

Journaliste de formation et photographe, imprégné des diverses influences multiculturelles qui l'ont entourées, il aime capturer l'émotion spontanée qui ressort des personnes qu'il rencontre au hasard dans les rues. Tel un enfant qui saisit l'instant présent, il réussit à nous offrir des clichés tant uniques que rafraîchissants. En déambulant dans les rues de Paris, il réussit à capter des moments de vie quotidienne, ces « regards urbains » comme il les appelle.



l'instant présent. Chaque prise marque à jamais une attitude et une émotion figée. Dans cet exercice, capturer l'instant demande une certaine adresse, du courage et une grande capacité d'improvisation. Courage, car le sujet visé peut ne pas être avenant et ne pas vouloir se dévoiler... Posséder une certaine adresse d'approche, un talent à saisir l'opportunité de transformer ces rencontres en un moment éternel... Plus simplement, « mettre en boîte » comme on dit dans ce métier de photographe. En ce sens, Daniel Latif nous montre tout son talent en sachant transformer la complexité en simplicité. Complexe dans son approche et simple dans sa réalisation. L'exposition « Regards urbains » de Daniel Latif s'est déroulée jusqu'au 26 février dernier à la mairie du 17^e arrondissement de Paris.

* Eloïse Ebru Fesli



Sirma Parman

La place des couleurs dans l'art et la psychologie est un sujet qui m'intéresse fortement. Durant mes études universitaires, j'ai lu un grand nombre de recherches sur ce sujet et j'ai admiré le fait que les couleurs puissent être identifiées avec certaines émotions. Le sujet que je m'apprête donc à aborder dans cet article est le *color field painting* (que l'on peut traduire en français par « le mouvement de la peinture en champs de couleur »). Dans certaines peintures, l'utilisation des couleurs est si fascinante que la couleur en devient le sujet. Personnellement, j'aime ce genre d'œuvres d'art. Les couleurs peuvent être puissantes, expressives et émotionnelles en elles-mêmes. Le *color field painting* est un style de peinture abstraite qui a émergé à New York dans les années 1940. Caractérisées principalement par de grands champs de couleurs plates et unies réparties sur la toile, les peintures de ce mouvement mettent peu l'accent sur le geste ou les coups de pinceau afin,

La sensation des couleurs

au contraire, de mettre en valeur la plénitude de la toile ou du papier, car c'est littéralement ce qu'est une peinture. Comme tant d'autres mouvements de l'art moderne, ce mouvement a également été nommé par Clement Greenberg. Mark Rothko fut le premier peintre que Greenberg a qualifié de « peintre de champs de couleur », et ce même si Rothko refusait qu'on lui accole une étiquette. Pour lui, la couleur n'était qu'un instrument. La couleur était un outil expressif essentiel, capable d'évoquer une gamme de réponses. Si l'on examine l'art de Rothko dans un contexte historique, on remarque que des thèmes surréalistes et mythologiques ont commencé à prendre place dans ses œuvres avec le début de la Seconde Guerre mondiale. Vers la fin de la décennie, Rothko a peint des toiles avec des formes rectangulaires et de couleur pure. C'est cet idiome qu'il utilisera durant le reste de sa carrière artistique. Barnett Newman est un autre artiste considéré comme une figure majeure de l'expressionnisme abstrait et du *color*

field painting. Les œuvres de Newman se caractérisent par des zones de couleurs pures, séparées par des lignes verticales. Newman a un jour déclaré : « *J'espère que mes peintures peuvent donner à quelqu'un comme à moi le sentiment de sa propre totalité, de sa propre séparation, de sa propre individualité et, en même temps, de sa connexion aux autres.* »

Jackson Pollock, Hans Hofmann, Kenneth Noland, Robert Motherwell, Ad Reinhardt et Arshile Gorky (en raison de ses dernières œuvres) faisaient également partie des premiers peintres expressionnistes abstraits que Greenberg a identifiés comme des artistes relevant du *color field painting* dans les années 1950 et 1960.

Les peintures de ce mouvement sont généralement réalisées sur de très grandes toiles. Si vous vous tenez près de l'une d'entre elles, les couleurs semblent s'étendre au-delà de votre vision périphérique, comme un océan. Vous devez donc laisser aller votre esprit et simplement regarder la peinture. À ce stade,



vous pouvez presque ressentir la sensation des couleurs en elles-mêmes.

Je pense que les propres mots de Mark Rothko sont la meilleure façon de comprendre ce mouvement : « *Je ne m'intéresse pas à la relation des couleurs ou des formes... Je ne m'intéresse qu'à exprimer des émotions humaines — tragédie, extase, malheur, etc. — et le fait que beaucoup de gens s'effondrent et pleurent lorsqu'ils sont confrontés à mes peintures montre que je communique ces émotions humaines de base. Les gens qui pleurent devant mes tableaux vivent la même expérience que moi quand je les ai peints. Et si, comme vous le dites, vous n'êtes ému que par leurs relations de couleurs, alors vous manquez le point !* »



Michael Emami

Dans ce nouvel article, je désire m'éloigner des artistes français et italiens que j'ai l'habitude d'évoquer pour traiter d'un sujet très particulier et sensible : l'art-thérapie utilisée dans le soin des comportements autistiques. Le monde de l'art-thérapie dans le traitement de l'autisme a pris beaucoup d'ampleur ces derniers temps à l'échelle mondiale, car l'art-thérapie, connectée au monde de l'autisme, est un outil formidable pour aider à soulager certaines pressions émotionnelles que les personnes souffrant d'un spectre autistique ressentent tout comme leur famille.

L'art-thérapie pour les enfants atteints du trouble du spectre de l'autisme fait appel à un sens profond de la créativité et de l'imagination. Si on leur en donne l'occasion et si on leur fournit le cadre adéquat, les personnes atteintes d'un tel trouble peuvent devenir des artistes extrêmement créatifs et en faire leur profession.

Pour en tirer le meilleur, il est important et essentiel d'établir des débouchés sains à la créativité et de commencer dès le plus jeune âge. Cela sera bénéfique non seulement pour eux, mais aussi pour leurs proches. Dès lors, ils sont davantage susceptibles de produire des œuvres artistiques alternatives par rapport à leurs pairs neurotypiques.

Le trouble du spectre de l'autisme (TSA) est un terme général qui définit un groupe complexe de maladies neurologiques caractérisées par divers degrés de déficits dans la réciprocité socioémotionnelle, la communication non verbale dans les interactions sociales et dans le développement, le maintien et la compréhension des relations sociales. Actuellement, il n'existe pas de traitement

L'art-thérapie et l'autisme

pour l'autisme, mais l'on peut compter sur la thérapie comportementale et cognitive dont le but est de façonner les comportements à travers un système de récompenses. Cependant, ces dernières années, ceux qui recherchent des traitements alternatifs ont beaucoup d'autres options, y compris l'art-thérapie.

L'art-thérapie cherche à développer la croissance émotionnelle et cognitive. Contrairement à l'enseignement de l'art, l'art-thérapie développe des compétences de vie telles que l'indépendance et la collaboration. L'art est un exutoire pour l'expression de soi, l'imagination et la créativité. Les arts visuels ont un impact considérable sur l'amélioration des capacités cognitives, visuelles et de repérage dans l'espace. Ils permettent aussi de développer la motricité fine et les compétences en matière d'adaptation. C'est donc un outil précieux pour les personnes atteintes de TSA qui rencontrent des difficultés à communiquer. L'art s'inscrit naturellement dans le traitement de l'autisme en ce sens qu'il peut aider les personnes atteintes de TSA à

s'exprimer à travers des images tout en profitant d'une activité apaisante alors que les interactions en face à face, telles que les conversations, peuvent être des sources de stress pour ces dernières, ce qui rend difficile la compréhension de ce que la personne ressent ou pense. Ainsi, pour améliorer la communication, une solution pertinente est de se concentrer sur l'art produit par l'individu neuroatypique et en discuter avec lui afin de tisser un lien.

Le lien entre les parents et les enfants se créant dès le plus jeune âge, l'art-thérapie peut se révéler un excellent moyen pour créer un lien émotionnel avec l'enfant atteint de TSA et pour comprendre ses perceptions et émotions. Cela peut également contribuer à l'acceptation de l'enfant et être source de réconfort.

À l'occasion d'une exposition organisée par une école d'art d'Istanbul, j'ai rencontré un jeune homme extraordinaire prénommé Atahan qui a beaucoup de talent. Atahan Firuz Cagli est né le 9 juillet 1997 dans une famille instruite et bien nantie d'Istanbul. Selon sa mère,

il a montré beaucoup d'intérêt pour la peinture et les couleurs dès son plus jeune âge alors qu'il présentait déjà des signes de troubles autistiques.

C'est un jeune homme qui présente un sens aigu de perception de ce qui se déroule autour de lui. En observant et en étudiant méticuleusement ses peintures, j'ai réalisé qu'il ne peignait pas seulement avec de belles et vibrantes couleurs. Il peint également avec beaucoup de vérité, sans censure. Chacun des événements de sa vie quotidienne qu'il représente à l'aide d'un pinceau est singulier. Il utilise très souvent une partie d'un événement inscrit dans sa mémoire illimitée issue de son esprit complexe, et il le peint en détail avec une grande pureté. Il verbalise ses sentiments à travers ses dessins, qu'il s'agisse d'un moment triste ou heureux. La toile est son royaume d'expression.

En regardant ses peintures, on constate que Atahan est conscient de la perspicacité humaine, et il semble qu'il entretient un dialogue avec la nature par son utilisation de couleurs vibrantes et d'images qu'il dépeint si passionnément dans ses peintures. Bien qu'il ne soit pas en mesure d'exprimer clairement ses pensées de façon verbale, il les articule dans ses peintures, lui permettant ainsi d'atteindre le monde extérieur. L'art est son moyen d'expression. Il envoie son message codé par le biais de ses œuvres.

Je pense que ce jeune homme a beaucoup de potentiel. Si on lui offre davantage d'opportunités, si lui donne la possibilité de se former davantage, il sera en mesure de peindre de nombreuses années et apportera beaucoup au monde de l'art avec une gamme exceptionnelle de peintures qui nous éblouiront pour les années à venir.

